



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 août 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 30th, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.

32799-25-10-o RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Quebec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTI PARADIS,

32799-25-10-o Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Adanac Cork Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, tous deux avocats, Hyman Freeman, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de liège et des produits et dérivés du liège, sous le nom de "Adanac Cork Co. Ltd."

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Letters Patent

Adanac Cork Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July 1952, incorporating: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, both advocates, Hyman Freeman, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in cork, and cork products and derivatives, under the name of "Adanac Cork Co. Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 200 actions ordinaires sans valeur au pair et de 100 actions privilégiées rachetables sans droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune. Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins que la somme de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Agence de Publicité Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Bédard, notaire, Louis Dugal, avocat, Paul-Yvan Marquis, notaire, de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Fournir au public des renseignements sur la Cité de Rivière-du-Loup et ses alentours et faire connaître ses possibilités économiques et promouvoir ses intérêts, sous le nom de "Agence de publicité Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Aluminum Industries, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre juillet 1952, constituant en corporation: Aurèle Bigonnesse, architecte, Raymond Cossette, notaire, Anne-Marie Lajeunesse, secrétaire, célibataire, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des produits et articles d'aluminium, sous le nom de "Aluminum Industries, Ltd.", avec un capital de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Automobile Fleet Rental Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Omer Barré, Albert Barré, Roger Barré, marchands, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de loueurs et locuteurs d'automobiles et véhicules et de voituriers privés, sous le nom de "Automobile Fleet Rental Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

The capital stock of the company shall consist of 200 common shares of no par value and 100 redeemable non-voting preferred shares of the par value of \$100 each. The amount of the capital with which the company will carry on business will be not less than the sum of \$2,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Agence de Publicité Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Bédard, notary, Louis Dugal, advocate, Paul Yvan Marquis, notary, of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To provide the public with information on the City of Rivière-du-Loup and its surroundings and make known its economic possibilities, and promote its interests, under the name of "Agence de Publicité Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Aluminum Industries, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1952, incorporating: Aurèle Bigonnesse, architect, Raymond Cossette, notary, Anne-Marie Lajeunesse, secretary, spinster, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum products and articles, under the name of "Aluminum Industries Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1952.

C. E. CANIN,,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Automobile Fleet Rental Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1952, incorporating: Omer Barré, Albert Barré, Roger Barré, merchants, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of lessors and renters of automobiles and vehicles and that of private carriers, under the name of "Automobile Fleet Rental Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Canadian Bergom Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Hyman Solomon, Conrad Shatner, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits fabriqués de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Canadian Bergom Co. Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Carillon Electric, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1952, constituant en corporation: Gérard Coulombe, Marcel Lapointe, entrepreneurs électriciens, Ludger Paré, technicien électricien, Albert Lapointe, contremaître électricien, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer la profession d'entrepreneur électricien, sous le nom de "Carillon Electric, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Club Auto Course Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Martial Nault, restaurateur, Gérard Gilbert, commis-voyageur, Thérèse Cantin, sténo-dactylo, tous trois de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser et tenir des courses ainsi que tous autres concours sportifs, sous le nom de "Club Auto Course Saguenay Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 395, Boulevard du Centenaire, à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Canadian Bergom Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July 1952, incorporating: Philip Mayerovitch, advocate and Queen's Counsel, Hyman Solomon, Conrad Shatner, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, under the name of "Canadian Bergom Co. Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Carillon Electric, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1952, incorporating: Gérard Coulombe, Marcel Lapointe, electrical contractors, Ludger Paré, electrical technician, Albert Lapointe, foreman, electrician, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the profession of an electrical contractor, under the name of "Carillon Electric, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Club Auto Course Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1952, incorporating: Martial Nault, restaurant keeper, Gérard Gilbert, commercial traveller, Thérèse Cantin, stenographer and typist, all three of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To organize and hold races and also any other sports competitions, under the name of "Club Auto Course Saguenay Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 395 Boulevard du Centenaire, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Club Nautique du Petit Lac Magog

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Lévesque, Alphonse Genest, marchands, Georges Deslongchamps, administrateur, Léopold Chevalier, industriel, Alexandre-A. Mignault, J.-Albert Dion, médecins, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, Charles de L. Mignault, conseil de la reine, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports nautiques, sous le nom de "Club Nautique du Petit Lac Magog".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Deauville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Club Nautique du Petit Lac Magog

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Émile Lévesque, Alphonse Genest, merchants, Georges Deslongchamps, executive, Léopold Chevalier, industrialist, Alexandre-A. Mignault, J.-Albert Dion, physicians, of Sherbrooke judicial district of St. Francis, Charles de L. Mignault, Queen's Counsel, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To promote nautical sports, under the name of "Club Nautique du Petit Lac Magog".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Deauville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Fontaine & Lévesque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Jean Fontaine, industriel, Robert Lévesque, industriel, Denyse Picard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Lévesque, et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse aux présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs généraux pour mener à bonne fin la construction des immeubles de toutes sortes, sous le nom de "Fontaine & Lévesque Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Fontaine & Lévesque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1952, incorporating: Jean Fontaine, industrialist, Robert Lévesque, industrialist, Denyse Picard, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Robert Lévesque, and the latter for the purpose of authorizing his wife hereto, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and engage in the operations of general contractors for the proper construction of immovables of every kind, under the name of "Fontaine & Lévesque Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Garage Vézina & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Armand Vézina, Gabriel Vézina, négociants, Adrien Simard, comptable, de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce des automobiles, et de la machinerie en général, sous le nom de "Garage Vézina & Frère Ltée", avec un capital de \$60,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Garage Vézina & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1952, incorporating: Armand Vézina, Gabriel Vézina, merchants, Adrien Simard, accountant, of Dolbeau, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in automobiles and in machinery, in general, under the name of "Garage Vézina & Frère Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Goudreau Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, avocats, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exploiter une entreprise de transport, sous le nom de "Goudreau Transport Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Goudreau Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, advocates, Rita Dufresne, secretary, spinster, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and carry on a transportation business, under the name of "Goudreau Transport Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Groceteria Houde Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Joseph-Philippe Houde, commerçant, Henri-Paul Houde, étudiant, Gérald Houde, commis, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de toutes sortes de denrées alimentaires, sous le nom de "Groceteria Houde Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Groceteria Houde Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date ninth day of July, 1952, incorporating: Joseph-Philippe Houde, dealer, Henri-Paul Houde, student, Gérald Houde, clerk, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal as merchants in all kinds of food products, under the name of "Groceteria Houde Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Eugénie Mathieu, dite Sœur St-Louis-de-France, supérieure, Marie-Eugénie Laplante, dite sœur Marie-de-la-Trinité, assistante, Marie-Jeanne-Imelda Dallaire, dite sœur Marie-Joseph, dépositaire, toutes des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fonder et maintenir un hôpital, sous le nom de "Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus".

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Marie Eugénie Mathieu called Sister Marie de France, superior, Marie Eugénie Laplante, called Sister Marie de la Trinité, assistant, Marie Jeanne Imelda Dallaire, called Sister Marie-Joseph, depository all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To found and maintain a hospital, under the name of "Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of June, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Industrial Sheet Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Industrial Sheet Metal Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente juillet 1952, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, David Henry Holland, commis en loi, de St. Lambert, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de produits de métal, sous le nom de "Industrial Sheet Metal Works Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,850 actions privilégiées de \$10 chacune et 150 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Joliette Motor Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1952, constituant en corporation: Armand Malo, distributeur, François Siminaro, électricien, Jean Malo, vendeur, des cité et district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le métier d'électricien, sous le nom de "Joliette Motor Works Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le onze juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Kasons Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre juillet 1952, constituant en corporation: Max Garmaise, Maurice Jonathan Garmaise, notaires, Kay Katz, secrétaire, de Montréal, Jessie McWatters, secrétaire, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, sous le nom de "Kasons Realities Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Labrador Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit juillet 1952, constituant en corporation: Frank Georges, comptable, Guy Chabot,

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of July 1952, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, David Henry Holland, law clerk, of St. Lambert, Charles Eric Humphrey, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in metal products, under the name of "Industrial Sheet Metal Works Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,850 preferred shares of \$10 each and 150 common shares of \$10 each..

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Joliette Motor Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1952, incorporating: Armand Malo, distributor, François Siminaro, electrician, Jean Malo, salesman, of the city and judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the trade of electrician, under the name of "Joliette Motor Works Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Kasons Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July 1952, incorporating: Max Garmaise, Maurice Jonathan Garmaise, notaries, Kay Katz, secretary, of Montreal, Jessie McWatters, secretary, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Kasons Realities Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Labrador Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eight day of July, 1952, incorporating: Frank George, accountant, Guy Chabot, chartered

comptable agréé, André Poirier, notaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'agent de finance ou de prêteur d'argent, sous le nom de "Labrador Acceptance Corporation", avec un capital de \$500,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$25 chacune et en 12,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Le Centre Social, St-Ludger

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Pednault, inspecteur de Colonisation, Thomas Côté, cultivateur, Adhémard Bouchard, Albert Simard, marchands, Albert Santerre, menuisier, Paul-Émile Gagnon, menuisier-charpentier, de St-Ludger-de-Milot, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir dans la paroisse de St-Ludger-de-Milot les œuvres de bienfaisance, de charité, d'éducation, de religion, d'assistance spirituelle et temporelle, sous le nom de "Le Centre Social, St-Ludger".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ludger-de-Milot, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Les Clubs de Francs, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Poulin, architecte, Yvon Lanctôt, marchand, Gérard Brien, directeur de funérailles, Paul Vaillancourt, comptable, Gaston Therriault, journaliste, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Fournir une saine récréation par des rencontres régulières, sous le nom de "Les Clubs de Francs, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Les Loisirs de la Paroisse de L'Immaculée Conception de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

accountant, André Poirier, notary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of financial agent or money lender, under the name of "Labrador Acceptance Corporation", with a capital stock of \$500,000, divided into 8,000 common shares of \$25 each and 12,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Le Centre Social, St-Ludger

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Pednault, inspector of Colonization, Thomas Côté, farmer, Adhémard Bouchard, Albert Simard, merchants, Albert Santerre, joiner, Paul Émile Gagnon, joiner and carpenter, of St-Ludger-de-Milot, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To promote, in the parish of St-Ludger-de-Milot, works of welfare, charity, education, religion, spiritual and temporal assistance, under the name of "Le Centre Social, St-Ludger".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the company will be at St-Ludger-de-Milot, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Les Clubs de Francs, Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Poulin, architect, Yvon Lanctôt, merchant, Gérard Brien, funeral director, Paul Vaillancourt, accountant, Gaston Therriault, journalist, all of Sherbrooke, judicial district of St-François, for the following purposes:

To provide healthy recreation by means of regular meetings, under the name of "Les Clubs de Francs, Incorporée".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Les Loisirs de la Paroisse de L'Immaculée Conception de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Daigneault, électricien, R. P. Paul Fontaine, S. J. recteur, Paul Dubuc, publiciste, R. P. Armand Porcheron, S. J. vicaire, Gérard Fortin, agent d'assurance, R. P. Gérard Hébert, S. J. ministre, R. P. Wilfrid Gariépy, S. J. curé, Armand Côté, S. J. aumônier, Maurice Laverdure, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et exploiter dans les limites de la Paroisse Catholique de l'Immaculée Conception à Montréal, un centre de loisirs, sous le nom de "Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$600,000.

Le siège social de la compagnie sera au No 4261 A Avenue Papineau, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant.
33103-o C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Daigneault, electrician, Rev. Father Paul Fontaine, S. J. rector, Paul Dubuc, publicist, Rev. Father Armand Porcheron, S. J. Vicar, Gérard Fortin, insurance agent, Rev. Father Gérard Hébert, S. J. Father minister, Rev. Father Wilfrid Gariépy, S. J., pastor, Armand Côté, S. J. chaplain, Maurice Laverdure, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize and operate, within the limits of the Catholic Parish of the "Immaculée-Conception at Montreal, a recreational center, under the name of "Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$600,000.

The head office of the corporation will be at No. 4261 A Papineau Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Les Pâtes Mécaniques du Saguenay, Ltée Saguenay Wood Pulp, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1952, constituant en corporation: Charles-Émile Laberge, industriel, de Roberval, Paul Simard, gérant de Caisse Populaire, Charles-Édouard Boivin, industriel, tous deux de St-Jérôme de Métabetchouan, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer généralement les affaires de manufacturiers et commerçants de bois, sous le nom de "Les Pâtes Mécaniques du Saguenay, Ltée" — "Saguenay Wood Pulp, Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme de Métabetchouan, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant.
33103-o C. E. CANTIN.

Les Pâtes Mécaniques du Saguenay, Ltée Saguenay Wood Pulp, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1952, incorporating: Charles Émile Laberge, industrialist, of Roberval, Paul Simard, Caisse Populaire manager, Charles Édouard Boivin, industrialist, both of St. Jérôme de Métabetchouan, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on business generally as wood manufacturers, and lumber merchants, under the name of "Les Pâtes Mécaniques du Saguenay, Ltée" — "Saguenay Wood Pulp, Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme de Métabetchouan, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

L'Externat Classique Saint-Viateur

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Les révérends pères Élie Charlebois, supérieur provincial, Eucher Lefebvre assistant-provincial, Louis-Joseph Lefebvre, supérieur de "l'Externat classique", Edmond Telmosse, assistant-supérieur, Jean-Réal Pigeon, économiste de "l'Externat classique", tous prêtres et "clercs de Saint-Viateur de Montréal", de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ponder, maintenir et administrer une institution d'enseignement secondaire, sous le nom de "L'Externat Classique Saint-Viateur".

Les revenus annuels que la corporation peut posséder est de \$100,000.

L'Externat Classique Saint-Viateur

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Fathers Élie Charlebois, provincial superior, Eucher Lefebvre, assistant provincial, Louis Joseph Lefebvre, superior of the "Externat classique", Edmond Telmosse, assistant-superior, Jean Réal Pigeon, economer of the "Externat classique", all priests and "Clercs de Saint-Viateur de Montreal", of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found, maintain and manage an institution of secondary education, under the name of "L'Externat Classique Saint-Viateur".

The amount of annual revenue which the corporation may hold is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Outremont, rue Bloomfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général el onze juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

The head office of the corporation will be at Outremont, Bloomfield street, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Ligue du Bien-Etre Visuel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Neilson, optométriste, de Lachine, Gabriel B. Longtin, optométriste, de Verdun, Armand Messier, Charlemagne Bourcier, J.-A. Boivin, J.-Émile Masse, Armand Bastien, Roger Bordeleau, optométristes, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Renseigner le public sur la connaissance précise de son sens visuel, sous le nom de "Ligue du Bien-Etre Visuel".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Ligue du Bien-Etre Visuel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Neilson, optometrist, of Lachine, Gabriel B. Longtin, optometrist, of Verdun, Armand Messier, Charlemagne Bourcier, J.-A. Boivin, J.-Émile Masse, Armand Bastien, Roger Bordeleau, optometrists, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To instruct the public on the precise knowledge of its sense of vision, under the name of "Ligue du Bien-Etre Visuel".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Louis Héroux & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: André Héroux, mécanicien, Jean-Paul Héroux, comptable, Gabriel Laflamme, dessinateur, des cité et district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Ouvrer, transformer, faire le commerce du fer et de l'acier ainsi que de tous produits provenant, sous le nom de "Louis Héroux & Fils Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3103-o C. E. CANTIN.

Louis Héroux & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1952, incorporating: André Héroux, mechanic, Jean-Paul Héroux, accountant, Gabriel Laflamme, designer, of the city and judicial district of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To fashion, transform, deal in iron and steel as well as all products derived therefrom, under the name of "Louis Héroux & Fils Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Louis Sicotte Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Louis Sicotte, marchand, Laurent Sicotte, électricien, de Ville Lemoyne, Gilbert Buchanan, estimateur, de Rosemont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie d'entrepreneurs et contracteurs électriciens, sous le nom de "Louis Sicotte Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Louis Sicotte Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July ninth, 1952, incorporating: Louis Sicotte, merchant, Laurent Sicotte, electrician, of the town of Lemoyne, Gilbert Buchanan, appraiser, of Rosemont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and electrical contractors, under the name of "Louis Sicotte Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at town of Lemoyne, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

L. P. Cloutier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1952, constituant en corporation: Louis-Philippe Cloutier, Pierre Gervais, marchands, Gilbert Cloutier, commis, Cécile Lacroix, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Gervais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, ferronnerie, articles d'ameublement, charbon, huile à chauffage, sous le nom de "L. P. Cloutier Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Lycée Pierre Corneille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo, J.-Eugène Rivard, C.R., avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder et administrer un collège, sous le nom de "Lycée Pierre Corneille Inc.", avec un capital de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Madison Machinery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Max Coblenz, avocat, d'Outremont, Ralph Arnold Cohen, avocat, de Montréal, Gladys Brocklehurst, secrétaire, veuve de feu Everett Watson, en son vivant fabricant de matrices, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'entreprises, d'érection et de construction en général, sous le nom de "Madison Machinery Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

L. P. Cloutier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1952, incorporating: Louis-Philippe Cloutier, Pierre Gervais, merchants, Gilbert Cloutier, clerk, Cécile Lacroix, wife separate as to property by marriage contract, of Pierre Gervais, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of hardware, ironware, articles of furniture, coal, fuel oil, under the name of "L. P. Cloutier Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 preferred shares of \$10 each and into 800 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Lycée Pierre Corneille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1952, incorporating: Jean Victor Cartier, Louis Joseph Barcelo, J.-Eugène Rivard, Q.C., advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found and manage a college, under the name of "Lycée Pierre Corneille Inc.", with a capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Madison Machinery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July 1952, incorporating: Max Coblenz, advocate, of Outremont, Ralph Arnold Cohen, advocate, of Montreal, Gladys Brocklehurst, secretary, widow of the late Everett Watson, in his lifetime diemaker, of Verdun, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general contracting, building and construction company, under the name of "Madison Machinery Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Meridian Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1952, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, Manuel Shacter, avocats, Dame Thelma Bean, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une corporation de placements et d'immeubles, sous le nom de "Meridian Interests Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Meridian Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July 1952, incorporating: Louis J. Rohrliek, Manuel Shacter, advocates, Dame Thelma Bean, spinster of the full age of majority, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate corporation, under the name of "Meridian Interests Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Michael Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1952, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer, fille majeure, secrétaire, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce et le commerce de vêtements de sport et autres articles vestimentaires, sous le nom de "Michael Sportswear Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Michael Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July 1952, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, Sonya Schneyer, fille majeure, secretary, both of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with sportswear and other wearing apparel, under the name of "Michael Sportswear Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1952, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Conseil de la Reine, Lorraine Côté, Hélène St-Denis, secrétaires, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de parapluies, cannes, sous le nom de "Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions classe "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions classe "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1952, incorporating: Lucien Roux, advocate, Queen's Counsel, Lorraine Côté, Hélène St-Denis, secretaries, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in umbrellas, canes, under the name of "Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 Class "A" shares of a par value of \$10 each and 2,000 Class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

N. B. L. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

N. B. L. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1952, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland Gérard Lefrançois, Jean-Eugène Goulet, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des immeubles, sous le nom de "N. B. L. Holdings Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 44, 112 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: John Richard Hyde, Roland Gérard Lefrançois, Jean-Eugène Goulet, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own and operate real estate, under the name of "N. B. L. Holdings Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Room 44, 112 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Normandie Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1952, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats, Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes lignes de marchandises sèches, draps, fourrures, cuirs, verrerie, articles et ustensiles domestiques, quincaillerie, bijouterie, articles de toilette, sous le nom de "Normandie Stores Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Normandie Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1952, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, spinster, of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all lines of dry goods, clothiers, furriers, leathers, glassware, household fittings and utensils, hardware, jewelry, toilet articles, under the name of "Normandie Stores Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Pont-Viau Foundry Limited Fonderie Pont-Viau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1952, constituant en corporation: Laurent Drouin, Jean-Marc Boyer, avocats, Gaétane Richer, célibataire, sténographe, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des bouilloires, engins, machineries, outils, sous le nom de "Pont-Viau Foundry Limited" — "Fonderie Pont-Viau Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Pont-Viau Foundry Limited Fonderie Pont-Viau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of July, 1952, incorporating: Laurent Drouin, Jean-Marc Boyer, advocates, Gaétane Richer, spinster, stenographer, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boilers, engines, machinery and tools, under the name of "Pont-Viau Foundry Limited" — "Fonderie Pont-Viau Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eight day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Psi Upsilon Alumni Association of Montreal, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Psi Upsilon Alumni Association of Montreal, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Douglas Vennor Hamilton, gérant de ventes, Robert Lyman Williams, vice-président, Thomas Miles Gordon, administrateur de publicité, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, améliorer et encourager le bien-être de la fraternité Psi Upsilon en général et du chapitre Epsilon Phi d'icelle en particulier, sous le nom de "Psi Upsilon Alumni Association of Montreal, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'association peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the third day of July 1952, incorporating without share capital: Douglas Vennor Hamilton, sales manager, Robert Lyman Williams, vice president, Thomas Miles Gordon, advertising executive, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, foster, and encourage the well being of Psi Upsilon Fraternity in General and the Epsilon Phi Chapter of the same in particular, under the name of "Psi Upsilon Alumni Association of Montreal, Inc."

The amount of immoveable property which the Association may hold is limited to \$100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Radio Beauce Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1951, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1952, constituant en corporation: Georges Roberge, Yvon Thibaudeau, industriels, Louis-Robert Ruel, comptable, de Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires et commerce de la radio-diffusion, de télévisions, de journaux et publications, sous le nom de "Radio Beauce Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juin 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Radio Beauce Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of June, 1952, incorporating: Georges Roberge, Yvon Thibaudeau, industrialists, Louis Robert Ruel, accountant, of the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business of radio-broadcasting and television and deal in newspapers and publications, under the name of "Radio Beauce Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Saguenay Propane Gaz Company Limited La Compagnie de Gaz Propane du Saguenay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juillet 1952, constituant en corporation: Joseph-Arthur Tremblay, Louis-Charles Gagnon, commerçants, Laurette Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Arthur Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Acheter et distribuer le gaz propane, sous le nom de "Saguenay Propane Gaz Company Limited" — "La Compagnie de Gaz Propane du Saguenay Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 424 rue St-Dominique, à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Saguenay Propane Gaz Company Limited La Compagnie de Gaz Propane du Saguenay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1952, incorporating: Joseph Arthur Tremblay, Louis Charles Gagnon, merchants, Laurette Gagnon, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Joseph Arthur Tremblay, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To purchase and distribute propane gas, under the name of "Saguenay Propane Gaz Company Limited" — "La Compagnie de Gaz Propane du Saguenay Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 424 St-Dominique street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Sico Appliances Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Louis Sicotte, marchand, Marielle Jalbert, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Sicotte, de Ville Lemoyne, Jean Sauvé, gérant, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands d'appareils, d'accessoires et de pièces électriques, ainsi que de meubles et effets mobiliers de toutes sortes, sous le nom de "Sico Appliances Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Sico Appliances Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1952, incorporating: Louis Sicotte, merchant, Marielle Jalbert, wife separate as to property by marriage contract, of the said Louis Sicotte, of the Town of Lemoyne, Jean Sauv , manager, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in electrical apparatus, accessories and parts, also furniture and moveable effects of all kinds, under the name of "Sico Appliances Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the Town of Lemoyne, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

The Arrow-Quebec Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juillet 1952, constituant en corporation: Jean F. Laureys, de Westmount, J. Antonin Lepage, de Montréal, procureurs et solliciteurs, J. Armand Duhamel, syndic, Laura Auclair, secrétaire de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre et distribuer des composés chimiques pour le nettoyage, produits hygiéniques et installations et ingrédients connexes, sous le nom de "The Arrow-Quebec Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1114 avenue Union, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

The Arrow-Quebec Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July 1952, incorporating: Jean F. Laureys, of Westmount, J.-Antonin Lepage, of Montreal, barristers and solicitors, J.-Armand Duhamel, trustee, Laura Auclair, secretary, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and distribute chemical cleaning compounds, sanitation and allied equipment and ingredients, under the name of "The Arrow-Quebec Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1114 Union Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Trio Construction and Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1952, constituant en corporation: Félix Bernard Deveau, entrepreneur, Edward Joseph Sullivan, ingénieur de diesel, Aaron Goldenberg, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de construction, sous le nom de "Trio Construction and Realities Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera   Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dat  du bureau du Procureur général, le sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Trio Construction and Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July 1952, incorporating: Félix Bernard Deveau, contractor, Edward Joseph Sullivan, Diesel engineer, Aaron Goldenberg, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a construction business, under the name of "Trio Construction and Realities Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Vallée Machine Works Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Vallée Machine Works Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux juillet 1952, constituant en corporation: Mario Laurier, Adolphe Prévost, avocats, de Montréal, Charles Rioux, notaire, de Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer un atelier de mécanique, sous le nom de "Vallée Machine Works Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

Wakefield Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer, fille majeure, secrétaire, tous deux de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de construction et de placement, sous le nom de "Wakefield Enterprises Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Wonder Foils Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1952, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de produits d'aluminium, de plastique et de papier, sous le nom de "Wonder Foils Ltd."

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera composé de 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103 C. E. CANTIN.

Lettres patentes supplémentaires

Graton et Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of July, 1952, incorporating: Mario Laurier, Adolphe Prévost, advocates, of Montreal, Charles Rioux, notary, of Ville St-Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a machine shop, under the name of "Vallée Machine Works Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Wakefield Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Sonya Schneyer, fille majeure, secretary, both of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a construction and an investment business, under the name of "Wakefield Enterprises Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Wonder Foils Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of June 1952, incorporating: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all classes of aluminum, plastic and paper products, under the name of "Wonder Foils Ltd."

The authorized capital stock of the company is to consist of 1,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June 1952.

C. E. CANTIN,
33103-o Acting Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

Graton et Bélanger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 juillet 1952, à la compagnie "Graton et Vincent Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 septembre 1948, changeant son nom en celui de "Graton et Bélanger Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 28 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33103-o C. E. CANTIN.

letters patent, bearing date the 28th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Graton et Vincent Inc.", incorporated by letters patent dated September 13, 1948, changing its name into that of "Graton et Bélanger Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of July, 1952.

C. E. CANTIN,
33103 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 64841. Dame Mathilda Jourdain, de St-Émile, épouse de Paul Giguère, du même lieu, demanderesse; vs Ledit Paul Giguère, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22ième jour d'avril 1952.

Québec, le 8 mai, 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33112-o HENRI-PAUL DROUIN.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 64841. Dame Mathilda Jourdain of St. Émile, wife of Paul Giguère, of the same place, plaintiff; vs The said Paul Giguère defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd day of April, 1952.

Québec, May 8th, 1952.
HENRI-PAUL DROUIN,
33112-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

DUGUAY FRÈRES LTÉE
(DUGUAY BROS LTD.)

Extrait des minutes d'une assemblée des Directeurs de "Duguay Frères Ltée" — "Duguay Bros. Ltd.", tenue le 29 juillet 1952, au bureau Chef de la Compagnie, à la Malbaie, P. Q.

"Il est proposé, secondé et unanimement résolu:

Que, le règlement N° II, articles 1 et 2, soit amendé pour porter le nombre des directeurs à 9 et fixant le *quorum* à 5 directeurs."

Le Secrétaire,
33104-o J. S. DUGUAY.

AVIS

(Loi des Syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 5 août 1952, la constitution d'une fédération de syndicats professionnels sous le nom de "La Fédération de L'U.C.C. de Gaspé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à New-Richmond, comté de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33105-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 15 août 1952, l'amendement apporté à l'article 23 des règlements de la société "La Ligue des Citoyens du Christ-Roi", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 30 mars 1952, et ce, conformément aux dispo-

Miscellaneous Notices

DUGUAY FRÈRES LTÉE
(DUGUAY BROS. LTD.)

Excerpt from the minutes of a meeting of the Directors of "Duguay Frères Ltée" — "Duguay Bros. Ltd.", held on the 29th of July, 1952, at the head office of the company, at La Malbaie, P. Q.

"It was moved, seconded and unanimously resolved:

That By-law No. II, articles 1 and 2, be amended to increase the number of directors to 9 and fixing the *quorum* to 5 directors."

J. S. DUGUAY,
33104 Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 5th of August, 1952, the incorporation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de L'U.C.C. de Gaspé", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members.

The principal place of business of the aforesaid professional syndicate is at New-Richmond, county of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
33105 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendment made to article 23 of the by-laws of the society "La Ligue des Citoyens du Christ-Roi", as adopted at the meeting held on March 30, 1952, has been approved by the Honourable the Provincial Secretary on August 15, 1952,

sitions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33106-o JEAN BRUCHÉSI.

pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August 1952.

JEAN BRUCHÉSI.
33106 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Travailleurs en Construction de Richmond" — "The Building Trades Workers' Union of Richmond", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 août 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33107-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Travailleurs en Construction de Richmond" — "The Building Trades Workers' Union of Richmond", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 5, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Richmond, judicial district of Saint-François.

JEAN BRUCHÉSI.
33107 Under Secretary of the Province.

MONTREAL WEST OPERATIC SOCIETY INC.

Extrait d'un règlement augmentant le nombre des directeurs de 11 à 14.

Règlement N° 1 article 3 (1) tel qu'amendé.

Les affaires de la société seront administrées par un bureau de directeurs qui seront aussi les officiers de la société, et/ou les membres de son comité exécutif, consistant en (14) membres de la société, dont les services ne seront pas rémunérés et qui seront élus à l'assemblée annuelle de la société ou à toute autre assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Certifié vraie copie du règlement N° 3, articles (1) et (9), tel qu'amendé par les directeurs de la "Montreal West Operatic Society Inc.", à une assemblée d'urgence tenue le 2 juin 1952, et ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la société tenue le 2 juin 1952, à laquelle étaient présents plus des deux tiers des membres de ladite société, et desquelles assemblées un avis requis fut adressé à tous les membres.

Le Secrétaire,
33108 IRENE PAYNE.

MONTREAL WEST OPERATIC SOCIETY INC.

Extract of a By-Law increasing the number of directors from 11 to 14.

By-Law No. 1 section 3 (1) as amended.

The affairs of the Society shall be managed by a Board of Directors, who shall also be the Officers of the Society, and/or members of its Executive Committee, consisting of (14) members of the Society, whose services shall not be remunerated and who shall be elected at the Annual Meeting of the Society or at any Special General Meeting called for such purposes.

Certified to be a True Copy of By-Law No. 3 Sections (1) and (9) as amended by the Directors of the "Montreal West Operatic Society Inc.", at a meeting duly held on June 2nd, 1952, and ratified, and confirmed unanimously at a special General Meeting of the Society held on June 2nd, 1952, at which were present in excess of two-thirds of the membership of the said Society, and of which meetings due notice was given to all members.

IRENE PAYNE,
33108-o Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le 27 juin 1952, le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 59", en celui de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de l'Islet", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et autres de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33113-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the honourable the Provincial Secretary authorized on June 27, 1952, the change of name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 59" into that of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de l'Islet", pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI.
33113 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Godard Le Jeune", pour l'étude, la défense et le développe-

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Godard Le Jeune", for the study, defence and promotion

ment des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 août 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Godard Le Jeune, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33116-o JEAN BRUCHÉSI.

of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 15, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Godard Le Jeune, district of Rimouski.

33116 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AERO CATERERS (QUEBEC) LIMITED

Règlement XXI

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de sept (7) à huit (8) de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de huit (8) directeurs.

Vraie copie certifiée du règlement No XXI de la compagnie "Aero Caterers (Quebec) Limited" dûment passé par le bureau de direction en date du 26e jour de juin 1952, et subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie.

33119 Le Président,
E. D. PHELAN.

AERO CATERERS (QUEBEC) LIMITED

By-Law XXI

The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from seven (7) to eight (8) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of eight (8) directors.

Certified a true copy of By-Law No. XXI of "Aero Caterers (Quebec) Limited" duly passed by the Board of Directors on the 26th day of June, 1952, and subsequently unanimously ratified, sanctioned and confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company.

33119-o E. D. PHELAN,
President.

BELL RIVER LUMBER LTD.

Règlement N° 44

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie "Bell River Lumber Ltd." (présentement appelée "compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté, de trois à cinq, de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Deux directeurs formeront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédure antérieurs de la compagnie, incompatibles avec le précédent sont présentement amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Montréal, 29 mai 1952.

33120 Le Secrétaire,
J. E. MARLER.

BELL RIVER LUMBER LTD.

By-Law No 44

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of Bell River Lumber Ltd. (herein called the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five Directors.

2. Two Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Montréal, May 29, 1952.

33120-o J. E. MARLER,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Téléphone de St-Jean Baptiste de l'Anse St-Jean", en date du 14 juillet 1952, dont le siège social est situé à Anse St-Jean, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 août 1952.

33122-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Téléphone de St-Jean Baptiste de l'Anse St-Jean", under date of July 14, 1952 whereof the head office is at Anse St-Jean, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 8, 1952.

33122 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

BENJAMIN MOORE & Co. OF MONTREAL LIMITED

Règlement spécial "A"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au pro rata du nombre d'actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

BENJAMIN MOORE & Co. OF MONTREAL LIMITED

Special By-Law "A"

The distribution of the assets of the Company amongst the shareholders rateably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Vrai sommaire certifié du règlement spécial "A" de la compagnie Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited.

33123

Le Secrétaire,
W. N. MacQUEEN.

CHARLES GOODFELLOW LUMBER SALES LTD.

Règlement spécial S-2 (1)

(1) Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes augmenté de trois à cinq.

Certifié dûment décrété par les directeurs et sanctionné par les actionnaires le 23e jour de juillet 1952.

33126

Le Secrétaire,
M.C.D. MACTAGGART.

Certified true summary of Special By-law "A" of Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited.

33123-o

W. N. MacQUEEN,
Secretary.

CHARLES GOODFELLOW LUMBER SALES LTD.

Special By-Law S-2 (1)

(1) The number of Directors of the Company is hereby increased from three to five.

Certified duly enacted by the Directors and sanctioned by the Shareholders on the 23rd day of July, 1952.

33126-o

M.C.D. MACTAGGART,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

LEMERY DISTRIBUTORS (QUEBEC) LTD.

Avis est donné que la compagnie "Lemery Distributors (Quebec) Ltd.", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est Frank B. Common, Jr., avocat, 1700 Edifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district de Montréal.

Le siège social dans la Province sera établi à 1700 Edifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 août 1952.

33103

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

LEMERY DISTRIBUTORS (QUEBEC) LTD.

Notice is hereby given that the company "Lemery Distributors (Quebec) Ltd.", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Frank B. Common, Jr., Advocate, of 1700 The Royal Bank Building, 360 St. James Street West, Montreal, District of Montreal.

The head office in the Province is to be established at 1700 The Royal Bank Building, 360 St. James Street West, City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on August 18, 1952.

33103-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Succession vacante de Louis Vachon, en son vivant de Rimouski.

* Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 13 février 1952, par un juge de la cour supérieure siégeant à Rimouski dans le district de Rimouski, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, ch. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 30 août 1952, le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

33114-o

Le Curateur public intérimaire,
J.-A. ALLARD, N. P.
187, rue Sainte-Catherine(Ouest),
Montréal 18.

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Vacant Estate of Louis Vachon, in his lifetime of Rimouski.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on the 13th of February, 1952, by a judge of the Superior Court sitting at Rimouski, in the district of Rimouski, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, within the fifteen days following the 30th of August, 1952, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

33114

J.-A. ALLARD, N. P.,
Temporary Public Curator,
187, Sainte-Catherine (West),
Montreal 18.

ÉTAT SOMMAIRE

des Revenus et Dépenses, de la
Dette consolidée et des Dépôts de

LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 1952

ÉTAT SOMMAIRE DES REVENUS ET DES

pour l'exercice

| REVENUS : — | | | |
|--|------------------|------------------|-------------------------|
| Provenant d'impôts et de droits : — | | | |
| Sur les corporations (capital)..... | \$ 12,312,077.21 | | |
| Sur les corporations (profits) | 56,392,392.19 | \$ 68,704,469.40 | |
| Sur la gazoline | 40,318,677.28 | | |
| Sur la gazoline—en vertu de la Loi 14-15 Geo. VI, c. 15 | 7,328,416.78 | 47,647,094.06 | |
| Re ventes..... | 35,906,499.03 | | |
| A déduire: Partie attribuée au fonds d'éducation... | 17,848,785.93 | 18,057,713.10 | |
| Sur les successions..... | | 12,428,561.57 | |
| Sur le tabac | | 8,827,607.46 | |
| Sur transferts de valeurs mobilières | | 1,058,620.69 | |
| Loi de l'assistance publique: — | | | |
| Re courses..... | 366,477.49 | | |
| Re divertissements | 3,251,595.25 | | |
| Pour hôpitaux (sur repas) | 4,049,213.10 | 7,667,285.84 | |
| Pour la prévention des incendies..... | | 96,247.80 | \$164,487,599.92 |
| Provenant d'autres sources : — | | | |
| Licences, permis et redevances : — | | | |
| Véhicules-automobiles | | 18,688,011.13 | |
| Terres et Forêts..... | | 15,439,755.91 | |
| Mines..... | | 4,639,320.17 | |
| Ressources hydrauliques..... | | 3,521,875.35 | |
| Chasse..... | | 1,078,981.66 | |
| Loi de l'assistance publique | | 198,477.02 | |
| Divers..... | | 904,318.93 | 44,470,740.17 |
| Honoraires et divers : — | | | |
| Loi de l'assistance publique | | 1,000,000.00 | |
| Département du procureur général..... | | 1,011,315.63 | |
| Département du travail..... | | 670,812.15 | |
| Secrétariat de la province..... | | 452,783.19 | |
| Terres et Forêts | | 390,927.50 | |
| Divers..... | | 218,016.02 | 3,743,854.49 |
| Intérêts : — Placement des fonds d'amortissement..... | | 2,615,966.44 | |
| Divers comptes..... | | 574,813.16 | 3,190,779.60 |
| Fonds d'éducation..... | | | 24,432,046.92 |
| Commission des liqueurs de Québec : — | | | |
| Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q. 1941, c. 255, a. 31)..... | | 1,379,725.75 | |
| Permis et droits..... | | 10,107,814.77 | |
| Compte de commerce..... | 19,668,205.29 | | |
| A déduire: Octroi à l'assistance publique..... | 1,000,000.00 | 18,668,205.29 | 30,155,745.81 |
| Autres revenus : — | | | |
| Subside Canadien | | 3,173,408.60 | |
| Loi des pensions..... | | 1,387,282.17 | |
| Amendes, etc..... | | 620,103.54 | |
| Divers..... | | 11,229.52 | 5,192,023.83 |
| Total des revenus..... | | | \$275,672,790.74 |

DÉPENSES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

terminé le 31 mars 1952

DÉPENSES ORDINAIRES : —

| | |
|---|-----------------|
| Affaires municipales | \$ 5,362,136.41 |
| Agriculture | 11,368,290.51 |
| Bien-être social et Jeunesse | 20,459,406.91 |
| Chasse | 1,693,465.79 |
| Colonisation | 8,384,282.09 |
| Conseil exécutif (y compris aide financière aux sinistrés de Rimouski et de Cabano) | 7,038,300.81 |
| Industrie et commerce | 1,389,358.23 |
| Instruction publique | 26,401,678.05 |
| Législation | 902,096.62 |
| Mines | 1,253,952.15 |
| Office du crédit agricole du Québec | 2,360,988.01 |
| Pêcheries | 1,734,701.13 |
| Procureur général | 7,672,787.21 |
| Ressources hydrauliques | 1,971,014.33 |
| Santé | 36,667,272.55 |
| Secrétariat de la province | 4,225,277.11 |
| Terres et Forêts | 5,683,046.16 |
| Travail | 1,786,180.18 |
| Travaux publics | 9,994,439.52 |
| Voirie | 22,596,235.08 |

Ministère des finances : —

| | |
|---------------------------------|---------------|
| Bureau des finances | \$ 235,015.15 |
| Bureau du revenu | 2,482,320.77 |
| Bureau de l'auditeur | 154,091.82 |
| Bureau des assurances | 73,280.27 |
| Loi des pensions | 1,241,003.76 |

Augmentation de la réserve pour comptes douteux 4,185,711.77
1,520,666.62

Dette publique : —

| | |
|---|---------------|
| Intérêts (montant net) | 11,675,313.69 |
| Commissions, change, etc. | 126,794.66 |
| Amortissement d'escompte et de prime sur emprunts | 780,976.87 |
| Fonds d'amortissement (montant net) | 16,363,904.86 |

28,946,990.06

Total des Dépenses Ordinaires \$213,598,277.30

EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ORDINAIRES \$ 62,074,513.44

DÉPENSES AU COMPTE DU CAPITAL : —

| | |
|--|-----------------|
| Edifices publics et autres actifs | \$ 3,481,514.02 |
| Ponts (y compris \$2,352,274.08 sous l'empire de la Loi 14-15 Geo. VI, c. 15) | 9,106,181.18 |
| Construction de chemins (y compris \$15,782,076.94 sous l'empire de la Loi 14-15 Geo. VI, c. 15) | 44,209,189.13 |
| Parcs nationaux | 154,995.46 |
| Chemins de mines | 973,063.03 |
| Chemins de colonisation | 2,334,138.63 |
| Dépenses extraordinaires | 3,262.97 |

Total des Dépenses au compte du Capital \$ 60,262,344.42

EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE TOUTE NATURE \$ 1,812,169.02

ÉTAT DE LA DETTE CONSOLIDÉE et des DÉPÔTS *
au 31 mars 1952

| | | |
|---|------------------|-------------------------|
| Dettes consolidées..... | \$420,884,782.87 | |
| Moins: Fonds d'amortissement..... | 97,529,109.17 | \$323,355,673.70 |
| Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la Loi 14 Geo. V, c. 3 (1924), moins fonds d'amortissement..... | | 6,647,438.67 |
| Emprunts des Ecoles techniques assumés par la province de Québec, en vertu de l'article 22 de la Loi de l'enseignement spécialisé (S.R.Q. 1941, c. 63)..... | | 415,000.00 |
| Dettes consolidées nettes..... | | \$330,418,112.37 |
| Dépôts judiciaires..... | | 1,677,414.51 |
| Dépôts en garantie et en fiducie, etc..... | 22,355,964.97 | |
| Moins: Obligations en mains..... | 14,126,606.61 | |
| | | 8,229,358.36 |
| Total..... | | \$340,324,885.24 |

* **Dettes nettes.** D'après le bilan préparé au Ministère des finances, mais pas encore vérifié par l'Auditeur de la Province, la dette nette au 31 mars 1952 s'établissait à \$248,719,708.32.

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895

A.-J. DOLBEC,
Auditeur de la Province.

ONÉSIME GAGNON,
Ministre des finances.

J.-H. BIELER,
Sous-ministre des finances.

Québec, le 27 août, 1952

33118-o

ABRIDGED STATEMENT

of Revenue and Expenditure,
Funded Debt and Deposits of

THE PROVINCE OF QUEBEC

for the fiscal year ended
March 31st, 1952

ABRIDGED STATEMENT OF REVENUE AND for the fiscal year

| REVENUE : — | | | |
|---|------------------|------------------|-------------------------|
| From Taxation and Duties : — | | | |
| Corporations (on Capital) | \$ 12,312,077.21 | | |
| Corporations (on Profits) | 56,392,392.19 | \$ 68,704,469.40 | |
| Gasoline | 40,318,677.28 | | |
| Gasoline — Under the Act 14-15 Geo. VI, c. 15 | 7,328,416.78 | 47,647,094.06 | |
| Sales | 35,906,499.03 | | |
| Less: Amount appropriated to Education Fund | 17,848,785.93 | 18,057,713.10 | |
| Successions | | 12,428,561.57 | |
| Tobacco | | 8,827,607.46 | |
| Security Transfers | | 1,058,620.69 | |
| Public Charities Act : — | | | |
| Races | 366,477.49 | | |
| Amusements | 3,251,595.25 | | |
| For hospitals (on meals) | 4,049,213.10 | 7,667,285.84 | |
| Fire Prevention | | 96,247.80 | |
| | | | 164,487,599.92 |
| From other sources : — | | | |
| Licenses, Permits and Royalties: — | | | |
| Motor-Vehicles | | 18,688,011.13 | |
| Lands and Forests | | 15,439,755.91 | |
| Mines | | 4,639,320.17 | |
| Hydraulic Resources | | 3,521,875.35 | |
| Game | | 1,078,981.66 | |
| Public Charities Act | | 198,477.02 | |
| Miscellaneous | | 904,318.93 | |
| | | | 44,470,740.17 |
| Fees and Miscellaneous : — | | | |
| Public Charities Act | | 1,000,000.00 | |
| Attorney-General's Department | | 1,011,315.63 | |
| Labour Department | | 670,812.15 | |
| Provincial Secretary's Department | | 452,783.19 | |
| Lands and Forests | | 390,927.50 | |
| Miscellaneous | | 218,016.02 | |
| | | | 3,743,854.49 |
| Interest : — Sinking Fund Investments | | 2,615,966.44 | |
| Various Accounts | | 574,813.16 | |
| | | | 3,190,779.60 |
| Education Fund | | | 24,432,046.92 |
| Quebec Liquor Commission: — | | | |
| Special Tax on Spirits (R.S.Q. 1941, c. 255, s. 31) | | 1,379,725.75 | |
| Permits and Duties | | 10,107,814.77 | |
| Trade Account | 19,668,205.29 | | |
| Less: Grant to Public Charities | 1,000,000.00 | 18,668,205.29 | |
| | | | 30,155,745.81 |
| Other Revenue: — | | | |
| Subsidy by Canada | | 3,173,408.60 | |
| Pension Act | | 1,387,282.17 | |
| Fines, etc. | | 620,103.54 | |
| Miscellaneous | | 11,229.52 | |
| | | | 5,192,023.83 |
| Total Revenue | | | \$275,672,790.74 |

EXPENDITURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

ended March 31st, 1952

| | | |
|--|-----------------|-------------------------|
| ORDINARY EXPENDITURE:— | | |
| Municipal Affairs..... | | \$ 5,362,136.41 |
| Agriculture..... | | 11,368,290.51 |
| Social Welfare and Youth..... | | 20,459,406.91 |
| Game..... | | 1,693,465.79 |
| Colonization..... | | 8,384,282.00 |
| Executive Council (including financial assistance to the victims of the Rimouski and Cabano conflagrations)..... | | 7,038,300.81 |
| Trade and Commerce..... | | 1,389,358.23 |
| Education..... | | 26,401,678.05 |
| Legislation..... | | 902,096.62 |
| Mines..... | | 1,253,952.15 |
| Quebec Farm Credit Bureau..... | | 2,360,988.01 |
| Fisheries..... | | 1,734,701.13 |
| Attorney-General..... | | 7,672,787.21 |
| Hydraulic Resources..... | | 1,971,014.33 |
| Health..... | | 36,667,272.55 |
| Provincial Secretary..... | | 4,225,277.11 |
| Lands and Forests..... | | 5,683,046.16 |
| Labour..... | | 1,786,180.18 |
| Public Works..... | | 9,994,439.52 |
| Roads..... | | 22,596,235.08 |
| Department of Finance:— | | |
| Finance Branch..... | \$ 235,015.15 | |
| Revenue Branch..... | 2,482,320.77 | |
| Audit Branch..... | 154,091.82 | |
| Insurance Branch..... | 73,280.27 | |
| Pension Act..... | 1,241,003.76 | |
| | | 4,185,711.77 |
| Increase in Reserve for Doubtful Accounts..... | | 1,520,666.62 |
| | | 184,651,287.24 |
| Public Debt:— | | |
| Interest charges (net amount)..... | 11,675,313.69 | |
| Commission, exchange, etc..... | 126,794.66 | |
| Amortization of Discount and Premium on loans issued..... | 780,976.85 | |
| Sinking Funds (net amount)..... | 16,363,904.86 | |
| | | 28,946,990.06 |
| Total Ordinary Expenditure | | \$213,598,277.30 |
| EXCESS OF REVENUE OVER ORDINARY EXPENDITURE | | \$ 62,074,513.44 |
| CAPITAL EXPENDITURE:— | | |
| Public Buildings and other assets..... | \$ 3,481,514.02 | |
| Bridges (including \$2,352,274.08 under the Act 14-15 Geo. VI, c. 15)..... | 9,106,181.18 | |
| Roads Construction (including \$15,782,076.94 under the Act 14-15 Geo. VI, c. 15)..... | 44,209,189.13 | |
| National Parks..... | 154,995.46 | |
| Mining Roads..... | 973,063.03 | |
| Colonization Roads..... | 2,334,138.63 | |
| Extraordinary Expenditure..... | 3,262.97 | |
| Total Capital Expenditure | | \$ 60,262,344.42 |
| EXCESS OF REVENUE OVER ALL EXPENDITURES | | \$ 1,812,169.02 |

STATEMENT OF THE FUNDED DEBT AND DEPOSITS ★
at March 31st, 1952

| | | |
|--|------------------|-------------------------|
| Funded Debt..... | \$420,884,782.87 | |
| Less: Sinking Funds..... | 97,529,109.17 | \$323,355,673.70 |
| Bonds issued to the National Canadian Bank under Act 14 Geo. V, c. 3 (1924), less Sinking Fund..... | | 6,647,438.67 |
| Loans of Technical Schools, assumed by the Province of Quebec, under section 22 of the Specialized Schools Act (R.S.Q. 1941, c. 63)..... | | 415,000.00 |
| Net Funded Debt | | \$330,418,112.37 |
| Judicial Deposits..... | | 1,677,414.51 |
| Security, Trust Deposits, etc..... | 22,355,964.97 | |
| Less: Securities on hand..... | 14,126,606.61 | 8,229,358.36 |
| Total | | \$340,324,885.24 |

* **Net Debt.** According to the Balance Sheet prepared in the Department of Finance, but not yet verified by the Provincial Auditor, the Net Debt as at March 31st, 1952 amounted to \$248,719,708.32.

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895

A. J. DOLBEC,
Provincial Auditor.

ONÉSIME GAGNON,
Minister of Finance.

J. H. BIELER,
Deputy Minister of Finance.

Quebec, August 27th, 1952

33118-o

Demande à la Législature

Application to Legislature

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Henriette Eugénie Starnes de la cité et du district de Montréal, veuve de Joseph Armand Auguste Larocque, en son vivant rentier, de ladite cité et du district de Montréal, Dame Pauline Larocque, épouse du baron Stanislas d'Halewyn, rentier, de la cité de La Flèche, département de la Sarthe, France, autorisée par son dit époux; Dame Berthe Larocque, de ladite cité et du district de Montréal, veuve de Basil Hingston, en son vivant agent, de ladite cité et du district de Montréal et Pierre Beullac, avocat et conseil de la Reine, du même lieu, respectivement la grevée, les appelés et le curateur à la substitution créée par le contrat de mariage entre ladite Dame Marie Henriette Eugénie Starnes et feu son dit époux, s'adresseront à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs le bail consenti par les sus dits requérants à Léandre Lippens, pharmacien de Rosemont, district de Montréal et Omer Cardinal, restaurateur de St-Lambert, district de Montréal, par acte devant Mre Ernest Cameron Common, notaire public à Montréal, le 5 juin 1952, d'un immeuble situé dans la cité de Montréal appartenant à ladite substitution.

Notice is hereby given that Dame Marie Henriette Eugénie Starnes, of the city and district of Montreal, widow of Joseph Armand Auguste Larocque, in his lifetime of the city and district of Montreal, gentleman, Dame Pauline Larocque, wife of Baron Stanislas D'Halewyn, of the city of La Flèche, Department of Sarthe, France, gentleman, duly authorized by her said husband; Dame Berthe Larocque, of the said City and district of Montreal, widow of Basil Hingston, in his lifetime of the said city and district of Montreal, agent and Pierre Beullac, of the same place, advocate and Queen's Counsel, respectively the institute, the substitutes and the curator to the substitution created by the marriage contract between the said Dame Marie Henriette Eugénie Starnes and her said late husband, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a bill confirming and making it obligatory for the final substitutes a lease granted by said petitioners to Léandre Lippens of Rosemont, district of Montreal, druggist, and Omer Cardinal of St. Lambert, district of Montreal, restaurant keeper, by deed passed before Mre Ernest Cameron Common, on June 5th 1952, of a property situate in the city of Montreal belonging to the said substitution.

Montréal, le 6 août 1952.
Le Procureur des requérants,
33044-33-4-o PIERRE BEULLAC.

Montreal, August 6th, 1952.
PIERRE BEULLAC,
33044-33-4-o Attorney for the petitioners.

Département des Affaires municipale

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 juillet, 1952, du conseil de la corporation municipale de St-Dominique-du-Lac, comté de Témiscouata, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a autorisé, en date du 20 août, 1952, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la seule langue française.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution of July 7, 1952, of the Municipal Corporation of St-Dominique-du-Lac, county of Témiscouata, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 20, 1952, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, henceforth, in the French language only.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 Georges VI, chapitre 55, section 2).

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 Georges VI, chapter 55, section 2).

Québec, le 20 août, 1952.
Le Ministre des Affaires Municipales,
33111-o BONA DUSSAULT.

Québec, August 20, 1952.
BONA DUSSAULT,
33111 Minister of Municipal Affairs.

Mines

Mines

RÉVOCATION DE CONCESSIONS MINIÈRES

CANCELLATION OF MINING CONCESSIONS

Avis est donné qu'en vertu de l'article 50 de la Loi des Mines de Québec, et à la suite du défaut de remplir les conditions déterminées par les dispositions de la Loi, la location minière couvrant les lots 44, 45 et 46, rang I, village des Sept-Iles, canton Letellier, sera annulée et que les concessions redeviendront la propriété de la Couronne, si les impôts arriérés et les frais de publication ne sont pas payés dans les six mois de la publication de cet avis.

Notice is hereby given that under Section 50 of the Quebec Mining Act, and in default of the performance of the conditions determined by this provision of the law, the mining location covering the lots 44, 45 and 46, range I, village des Sept-Iles, Letellier township, sold in location minière on the 7th of November 1901, will be cancelled and the concession shall revert to the Crown, if the taxes in arrears and the costs of publication are not paid within six months of the first publication of this notice.

Québec, le 11 août 1952.
Le Sous-Ministre des Mines,
33062-33-4-o A. O. DUFRESNE.

Québec, August 11th 1952.
A. O. DUFRESNE,
33062-33-4-o Deputy-Minister of Mines.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans les cités de Québec et Sillery, la ville de Québec-Ouest et la municipalité de Giffard, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender de nouveau ledit décret de la façon suivante:

Aux paragraphes "d" et "dd" de l'article III (Durée du travail), que les mots "cinq (5) jours ouvrables avant le 24 décembre" soient remplacés par les mots "quatre (4) jours ouvrables avant le 24 décembre".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 août 1952. 33125-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the cities of Québec and Sillery, the town of Québec-Ouest and the municipality of Giffard, rendered obligatory by the decree number 3265 of September 6, 1940 and amendments, have submitted to him a request to amend again the said decree in the following manner:

In subsections "d" and "dd" of section III (Duration of labour), that the words "five (5) working days before December 24" be replaced by the words "four (4) working days before December 24".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 30, 1952. 33125-0

Ministère des Finances

Department of Finance

Assurances

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE IS ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "Employers Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin", enregistrée sous le numéro 531, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 932 qui l'autorise, à compter du 29 juillet 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident, Aéronef, à l'exclusion des dommages à un appareil d'aviation ou la perte de celui-ci; Automobile; Bris de glace; Faux; Fidélité; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Wausau, État de Wisconsin, États Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. Nelson Elliott, 1441 rue Drummond, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
33091-34-2-0 Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that "Employers Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin", registered under number 531, has obtained the license and certificate of registration number 932 authorizing it, as from the 29th of July 1952, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Aircraft, excluding loss of or damage to an aircraft; Automobile; Employers' liability; Fidelity; Forgery; Plate glass; Public liability; Sicknes; Theft.

The head office of the company is situate at Wausau, State of Wisconsin, United States of America.

The company has appointed Mr. Nelson Elliott, 1441 Drummond Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
33091-34-2-0 Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Attendu que "The Century Indemnity Company", dont le siège social est à Hartford, État de Connecticut, États-Unis d'Amérique, a réassuré tous ses contrats d'assurances effectués dans cette Province avec "Aetna Insurance Company", dont le siège social est à Hartford, État de Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un

Whereas "The Century Indemnity Company", whose head office is situate at Hartford, State of Connecticut, United States of America, has reinsured all its contracts of insurance effected in this Province with the "Aetna Insurance Company", whose head office is situate at Hartford, State of Connecticut, United States of

contrat intervenu entre ces deux corporations et prenant effet le 1er janvier 1952;

Attendu que "The Century Indemnity Company", s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "The Century Indemnity Company", est annulé à compter du 1er janvier 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 août 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 33129-35-2-o Surintendant des assurances.

America, according to a contract entered into by these two corporations and taking effect on the 1st of January 1952;

Whereas "The Century Indemnity Company", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "The Century Indemnity Company", is cancelled as from the 1st of January 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of August 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 33129-35-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec d'autoriser le changement suivant au sein de son personnel:

Le Major Sarto Victorin Marchand, du régiment "Les Fusilliers Mont-Royal", est nommé Aide-de-Camp honoraire du Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, à compter du 11 juillet 1952, et ce, en remplacement du Brigadier J.-P. Carrière, E.D., officier commandant de la 8ième Brigade d'Infanterie Canadienne, dont la démission comme Aide-de-Camp honoraire a été acceptée.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
 33103-o

Appointments

His Excellency the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to authorize the following change in his personal staff:

Major Sarto Victorin Marchand, of "Les Fusilliers Mont-Royal", has been appointed as Honorary Aide-de-Camp to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as from the 11th of July, 1952, to replace Brigadier J.-P. Carrière, E.D., Commanding Officer of the 8th Canadian Infantry Brigade, whose resignation as Honorary Aide-de-Camp has been accepted.

JEAN BRUCHÉSI,
 Under Secretary of the Province.
 33103-o

Sièges sociaux

WONDER FOILS LTD.

Avis est donné que la compagnie "Wonder Foils Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27 juin 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son siège social à 1300 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en la dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P. Q., ce 23e jour de juillet 1952.

Le Président,
J. P. GLEDHILL.
 33109

ROBINSON PRODUCTS INC.

Règlement N° 9.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété: Que l'adresse du siège social de la compagnie soit et elle est par les présentes changée:

ancienne: du N° 220 avenue Elm, en la cité de Westmount.

nouvelle: au N° 6500, Upper Lachine Road, en la cité de Montréal.

Donné à Montréal, ce 1er août 1952.
 Copie certifiée conforme.

ROBINSON PRODUCTS INC.,
 Par le Secrétaire,
JACQUES BEIQUE.
 (Seau)
 33121-o

Head Offices

WONDER FOILS LTD.

Notice is hereby given that "Wonder Foils Ltd.", incorporated by Letters Patent issued under the provisions of Part I of The Quebec Companies' Act, on June 27, 1952, and having its head office in the city of Montreal in the Province of Quebec, has established its Head Office at 1300 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P. Q. this 23rd day of July, 1952.

J. P. GLEDHILL,
 President.
 33109-o

ROBINSON PRODUCTS INC.

By-law No. 9

Be it and it is hereby enacted: That the address of the head office of the company be and the same is hereby changed:

old address: No. 220 Elm avenue, in the city of Westmount.

new address: No. 6500 Upper Lachine Road, in the city of Montreal.

Given at Montreal, August 1, 1952.
 Certified true copy.

ROBINSON PRODUCTS INC.,
 Per the secretary,
JACQUES BEIQUE.
 (Seal)
 33121

Soumissions

Tenders

CORRECTION

COMMISSION SCOLAIRE DE STE-MARGUERITE
(Comté de Dorchester)

Prière de noter que l'intérêt dans la partie anglaise de l'avis de demande de soumissions parue le 23 août 1952 à la page 2026 de la *Gazette Officielle de Québec*, doit se lire à un taux n'excédant pas 4½% au lieu de 4%.

33103-A-X-O

Province de Québec

VILLAGE DE PLESSISVILLE
(COMTÉ DE MÉGANTIC)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Collin, secrétaire-trésorier, à son bureau à l'Hôtel de Ville de Plessisville jusqu'à 8 heures p. m., lundi le 15 septembre 1952 pour l'achat de \$29,000. d'obligations du village de Plessisville, comté de Mégantic, datées du 1er octobre 1952 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$29,000. — 13 ans

| Année | Capital |
|---------------|------------|
| 1er oct. 1953 | \$2,000.00 |
| 1er oct. 1954 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1955 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1956 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1957 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1958 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1959 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1960 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1961 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1962 | 2,000.00 |
| 1er oct. 1963 | 3,000.00 |
| 1er oct. 1964 | 3,000.00 |
| 1er oct. 1965 | 3,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Plessisville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil municipal qui sera tenue lundi le 15 septembre 1952 à 8 heures p.m., à l'Hôtel de ville de Plessisville.

CORRECTION

SCHOOL COMMISSION OF STE. MARGUERITE
(County of Dorchester)

Please note that the interest in the english text of the call for tenders which appeared August 23th, 1952 at page 2026 of the *Quebec Official Gazette* should read at a rate not exceeding 4½% instead of 4%.

33103-A-X-O

Province of Quebec

VILLAGE OF PLESSISVILLE
(COUNTY OF MEGANTIC)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Collin, Sec.-treas., at his office at the Town Hall, Plessisville, until 8 o'clock p.m. on Monday, September 15th, 1952 for the purchase of an issue of \$29,000. of bonds of the village of Plessisville, county of Mégantic dated October 1st, 1952 and redeemable serially from October 1st, 1953 to October 1st, 1965 inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on October 1st and April 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows.

Table of redemption — \$29,000 — 13 years

| Year | Capital |
|----------------|------------|
| Oct. 1st, 1953 | \$2,000.00 |
| Oct. 1st, 1954 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1955 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1956 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1957 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1958 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1959 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1960 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1961 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1962 | 2,000.00 |
| Oct. 1st, 1963 | 3,000.00 |
| Oct. 1st, 1964 | 3,000.00 |
| Oct. 1st, 1965 | 3,000.00 |

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Québec or Plessisville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 15th day of the month of September, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of the Village of Plessisville.

Le Conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville (Comté de Mégantic), ce 26 août 1952.

Plessisville (County of Mégantic), this 26th, August 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL COLLIN.

MARCEL COLLIN,
Secretary-Treasurer.

Hôtel de Ville,
Plessisville, (Mégantic). 33127-0

Town Hall,
Plessisville, (Mégantic) 33127-0

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE LAVAL-DES-RAPIDES
(Comté de Laval)

TOWN OF LAVAL DES RAPIDES
(County of Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Roland Jasmin, Secrétaire-trésorier, Ville Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 16 septembre 1952, pour l'achat de \$125,000. d'obligations de la ville de Laval-des-Rapides, dans le comté de Laval, datées du 1er septembre 1952 et remboursables par séries du 1er septembre 1953 au 1er sept. 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Jasmin, clerk, at the Town Hall of Laval-des-Rapides, County of Laval, until 8 o'clock p.m., on Tuesday the 16th, of September 1952, for the purchase of an issue of \$125,000. of bonds of the Town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated September 1st, 1952 and redeemable serially from September 1st 1953 to September 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on September 1st and March 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows.

Tableau d'amortissement—\$125,000.—20 ans

Table of redemption—\$125,000—20 years

| Année | Capital |
|-----------------|------------|
| 1er sept. 1953. | \$5,000.00 |
| 1er sept. 1954. | 5,000.00 |
| 1er sept. 1955. | 5,000.00 |
| 1er sept. 1956. | 5,000.00 |
| 1er sept. 1957. | 6,000.00 |
| 1er sept. 1958. | 6,000.00 |
| 1er sept. 1959. | 6,000.00 |
| 1er sept. 1960. | 6,500.00 |
| 1er sept. 1961. | 7,000.00 |
| 1er sept. 1962. | 7,000.00 |
| 1er sept. 1963. | 7,500.00 |
| 1er sept. 1964. | 8,000.00 |
| 1er sept. 1965. | 8,000.00 |
| 1er sept. 1966. | 8,500.00 |
| 1er sept. 1967. | 9,000.00 |
| 1er sept. 1968. | 4,500.00 |
| 1er sept. 1969. | 5,000.00 |
| 1er sept. 1970. | 5,000.00 |
| 1er sept. 1971. | 5,500.00 |
| 1er sept. 1972. | 5,500.00 |

| Year | Capital |
|-----------------|------------|
| Sept. 1st, 1953 | \$5,000.00 |
| Sept. 1st, 1954 | 5,000.00 |
| Sept. 1st, 1955 | 5,000.00 |
| Sept. 1st, 1956 | 5,000.00 |
| Sept. 1st, 1957 | 6,000.00 |
| Sept. 1st, 1958 | 6,000.00 |
| Sept. 1st, 1959 | 6,000.00 |
| Sept. 1st, 1960 | 6,500.00 |
| Sept. 1st, 1961 | 7,000.00 |
| Sept. 1st, 1962 | 7,000.00 |
| Sept. 1st, 1963 | 7,500.00 |
| Sept. 1st, 1964 | 8,000.00 |
| Sept. 1st, 1965 | 8,000.00 |
| Sept. 1st, 1966 | 8,500.00 |
| Sept. 1st, 1967 | 9,000.00 |
| Sept. 1st, 1968 | 4,500.00 |
| Sept. 1st, 1969 | 5,000.00 |
| Sept. 1st, 1970 | 5,000.00 |
| Sept. 1st, 1971 | 5,500.00 |
| Sept. 1st, 1972 | 5,500.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal ou à Québec.

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, or Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue, mardi, le 16 sept. 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de la Ville de Laval-des-Rapides, 298 Boul. des Prairies.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 16th day of the month of September, 1952 at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of the Town of Laval-des-Rapides.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides (Comté de Laval), ce 26 août 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND JASMIN.

Hôtel de ville, 298, Boul. des Prairies,
Laval-des-Rapides, Montréal (9)
Comté de Laval.

33128-0

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides (County of Laval), this August 26th, 1952.

ROLAND JASMIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 298 Boul. des Prairies,
Laval-des-Rapides, Montreal 9,
(County of Laval) P.Q.

33128-0

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 421, (En matière de faillite). In re: CHARLES LAGACÉ, journalier, de Saint-Paul L'Ermite, district de Joliette, débiteur.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul l'Ermite, district de Joliette, sera vendu, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, l'immeuble suivant cédé par le débiteur en cette faillite, savoir:

Un terrain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Paul L'Ermite, comme faisant partie du lot numéro cent quarante et un (P. 141), avec bâtisses, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par le chemin public, du côté nord-est par le terrain de M. Létourneau, en profondeur et du côté sud-ouest par le surplus dudit lot 141 appartenant au vendeur.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Conditions de la vente: Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur une somme représentant 20% de son offre ou enchère.

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivants de la Loi de Faillite équivalent à une vente faite par le Shérif.

Joliette, 23 août 1952.

Le Syndic- autorisé,
PAUL JOLICOEUR,
223 Gaspard Sud.

33115-35-2-0

Joliette.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 421, (Sitting in Bankruptcy). In re: CHARLES LAGACÉ, laborer, of Saint-Paul L'Ermite, district of Joliette, debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SECOND day of OCTOBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon, at the parish church door of Saint-Paul l'Ermite, district of Joliette, there will be sold by public auction, to the highest and last bidder, the following immoveable ceded by the debtor in this bankruptcy, to wit:

A lot of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference for Saint-Paul L'Ermite, as forming part of lot number one hundred and forty-one (Pt. 141), with buildings, measuring fifty feet in width, by ninety feet in depth, English measure, bounded in front by the public road, on the north-east side by the land of Mr. Létourneau, in depth and on the southwest side by the surplus of said lot 141 belonging to the vendor.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Conditions of sale: There shall be exacted from each and every bidder an amount representing 20% of his offer or bid.

The said sale made pursuant to sections 55 and following of the Bankruptcy Act shall have the effect of a Sheriff's sale.

Joliette, August 23, 1952.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized Trustee,
223 Gaspard South.

33115-35-2

Joliette.

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 309,651. Roméo Duclos, demandeur vs Alfred Duclos et al., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal et rendu par l'honorable juge Edouard Tellier le 30 juin 1952, dans une cause dans laquelle Roméo Duclos, machiniste, demeurant maintenant à St-Amable, comté de Verchères district de Richelieu, est demandeur, et Alfred Duclos, machiniste, Donat Duclos, journalier, Alberta Duclos, célibataire majeure, Blanche Emma Duclos, épouse d'Arthur Fortin, bourgeois, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sadite épouse, tous des cité et district de Montréal, Irène Duclos, épouse d'Adhémar Aumais, gardien, de ville St-Laurent, district de Montréal, et ce dernier partie aux pré-

Sale by Licitiation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 309,651. Roméo Duclos, plaintiff, vs Alfred Duclos et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal in the District of Montreal on June 30th, 1952, in the case where Roméo Duclos, machinist, now residing in St-Amable, Vercheres County, is plaintiff, and Alfred Duclos, machinist, Donat Duclos, laborer, Alberta Duclos, spinster, Blanche Emma Duclos, wife of Arthur Fortin, gentleman, the latter to authorize and assist his said wife, both of the City and District of Montreal, Irène Duclos, wife of Adhémar Aumais, watchman, of Ville St-Laurent, district of Montreal, the latter to authorize and assist his said wife, Gérard Duclos, farmer, of Chambly Bassin, Chambly County, district of Montreal, are the

sentes en autant que besoin est pour autoriser ladite épouse, Gérard Duclos, cultivateur, de Chambly Bassin, comté de Chambly, district de Montréal, sont défendeurs; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue Workman en la cité de Montréal, étant la partie ouest du lot numéro Trente du lot originaire neuf cent quarante-et-un (941-30 ptie ouest) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 22 pieds et 6 pouces de largeur en front et en arrière, par 71 pieds et 9 pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, borné en front par la rue Workman autrefois rue Richelieu, en arrière par le lot dix du lot originaire neuf cent quarante-et-un (941-10), d'un côté à l'ouest par le lot 31 du lot originaire 941 et de l'autre côté à l'est par le résidu dudit lot numéro trente, tous des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec maisons en bois et brique de deux étages et autres dépendances dessus construites; et

Un emplacement connu et désigné, sur la rue Workman en la cité de Montréal, comme étant le lot numéro trente-et-un du lot originaire neuf cent quarante-et-un (941-31) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la largeur de 30 pieds par une profondeur de 71 pieds et 9 pouces; avec maisons et autres dépendances dessus construites;

Les deux emplacements susdits ne formant qu'une seule et même exploitation et portant les numéros civiques, quant aux immeubles dessus construits, 3434, 3436, 3440, 3442 et 3444 de ladite rue Workman; avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUF OCTOBRE 1952, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, dans la salle d'audience chambre 31 au Palais de Justice à Montréal, cour tenante, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 26 août 1952.
Les Procureurs du demandeur,
33124-35-2-o GUÉRIN, GODIN & PINARD.

Defendants; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

An emplacement fronting on Workman Street in the City of Montreal, being the Western part of lot number thirty of the original lot nine hundred and forty-one (941-30 Ptie W.) of the Official Plan and book of Reference of the Parish of Montreal, containing 22 feet and 6 inches in width in front and in back, by 71 feet and 9 inches deep, English measure more or less, bounded in front by Workman Street, formerly Richelieu Street, in rear by lot ten of original lot nine hundred and forty-one (941-10), on one side towards west by lot 31 of original lot 941 and on the other side towards East by the residu of said lot number 30, all of the Official Plan and Book of reference of the Parish of Montreal, with wooded and brick two storey houses and other appurtenances thereon erected; and

An emplacement known and designated on Workman Street in the City of Montreal as being lot number thirty-one of original lot number nine hundred and forty-one (941-31) of the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, of the width of 30 feet by a depth of 71 feet and 9 inches; with houses and other appurtenances thereon erected;

The two said emplacements forming a whole and bearing civic numbers for the houses thereon erected, 3434, 3436, 3440, 3442 and 3444 of said Workman Street; with all active and passive servitudes apparent or occult attached to said immoveables.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the EIGHTH of OCTOBER 1952, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal, Court sitting in the Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment be filed within six days following the adjudication: and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, August 26, 1952.
GUÉRIN, GODIN & PINARD,
33124-35-2-o Attorneys for the plaintiff.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MISTASSINI

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MISTASSINI

Avis public est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi, (Heure Avancée), le LUNDI VINGT-NEUF SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante-deux (29 septembre 1952), en la Salle de l'Hôtel

Public notice is given that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), on MONDAY, the TWENTYNINTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, (September 29, 1952),

de Ville, de Mistassini, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces frais et intérêts ne soient réglés avant la vente au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Mistassini.

1° Brassard Ovila, représentants ou ayants droit, propriétaire des lots Nos 12- $\frac{1}{2}$ sud 133, 132 et $\frac{1}{2}$ nord 130, subdivision de parties du lot douze, rang dix canton Dolbeau. Taxes et intérêts \$52.44. Désignation: Un terrain mesurant cent pieds de front par quatre vingt de profond et borné au nord par l'autre partie du N° 133, au sud à la demie sud du N° 130, à l'est à la rue Simard et à l'ouest à la ligne de division des lots douze et six dudit rang dix canton Dolbeau.

2° Caouette Roger propriétaire du lot N° 6, sud-est $\frac{1}{2}$ 287, subdivision de parties du lot numéro six rang, canton Dolbeau. Taxes et intérêts \$75.97. Désignation: un terrain ayant cinquante pieds de front par cent pieds de profond et borné au nord à l'autre partie du numéro 287, au sud au N° 297, à l'ouest au N° 288 et à l'est au Boulevard St-Michel, avec appartenances et dépendances.

3° Cantin Léopold, propriétaire du lot N° 12-137, subdivision de parties du lot douze rang dix, canton Dolbeau. Taxes et intérêts : \$121.47. Désignation un terrain mesurant cent cinquante pieds de front par soixante quinze pieds de profond et borné au nord à un terrain appartenant à la Ville de Mistassini, au sud à l'Ave des Chutes, à l'ouest au N° 138, et à l'est à la rivière Mistassini, avec appartenances et dépendances.

4° Charles Marius, représentants ou ayants droit, propriétaire d'un terrain situé dans la partie 5B, subdivision de parties du lot 5B rang dix canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$28.10. Désignation: Un terrain mesurant soixante pieds de front par cent pieds de profond et borné au nord à l'Ave Hébert, au sud au terrain de Charles Laflamme, à l'ouest à la propriété de Armand Pilote, et à l'est à la propriété de Joseph Leclerc, avec appartenances et dépendances.

5° Inconnu représentants ou ayants droit, propriétaire du lot N° 6-175, subdivision de parties du lot N° 6 rang dix Canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$56.99.

6° Inconnu représentants ou ayants droit, propriétaire du lot N° 6-120, subdivisions de parties du lot six rang dix Canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$14.33.

7° Inconnu représentants ou ayants droit, propriétaire du lot N° 6-125, subdivisions de parties du lot six rang dix Canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$15.52.

8° Néron Louis propriétaire du lot N° 12, $\frac{1}{2}$ 133 sud, subdivision de parties du lot douze rang dix canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$11.52. Désignation: Un terrain mesurant quarante pieds de front par quatre vingt de profond et borné au nord à l'autre partie du N° 133, au sud au numéro 132, à l'est à la rue Simard, et à l'ouest à la ligne de division entre les douze et six dudit rang dix susdit canton, avec appartenances et dépendances.

Donné à Mistassini ce 24ième jour du mois d'août 1952.

Copie Certifiée.
33117-35-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD SAVARD.

in the hall of the Town Hall of Mistassini, P. Q. in payment of municipal and school taxes, with interests and costs incurred, unless the said costs and interest be paid before the sale at the office of the Secretary-Treasurer of the Town of Mistassini, P. Q.

1. Brassard Ovila, representatives rightful claimants, proprietor of lots Nos 12- $\frac{1}{2}$ south 133, 132 and $\frac{1}{2}$ north 130, subdivision of parts of lot twelve, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$52.44. Description: A lot of land measuring one hundred feet in front by eighty in depth and bounded on the north by the other part of No. 133, on the south by one south half of No. 130, on the east, by Simard Street and on the west, by the division line of lots twelve and six of the said range ten Dolbeau Township.

2. Caouette, Roger, proprietor of lot No. 6, $\frac{1}{2}$ south-east 287, subdivision of parts of lot number six, range, Township Dolbeau. Taxes and interest: \$75.97. Description: a lot of land having fifty feet in front by one hundred feet in depth and bounded on the north by the other part of number 287, on the south by No. 297, on the west by No. 288 and on the east, by the Boulevard St-Michel, with appurtenances and dependencies.

3. Cantin, Léopold, proprietor of lot No. 12-137, subdivision of parts of lot twelve, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$121.47. Description: A lot measuring one hundred and fifty feet in front by seventy-five feet in depth and bounded on the north by a lot of land belonging to the Town of Mistassini, on the south by the Ave des Chutes, on the West by No. 138, and on the east by the Mistassini River, with appurtenances and dependencies.

4. Charles Marius, representatives or rightful claimants, proprietor of a lot of land situate in Part 5B, subdivision of parts of lot 5B, range ten, Township of Dolbeau. Taxes and interest: \$28.10. Description: A lot of land measuring sixty feet in front by one hundred feet in depth and bounded on the north by Hébert Avenue, on the south by lot of land of Charles Laflamme, on the west, by the property of Armand Pilote and on the east, by the property of Joseph Leclerc, with appurtenances and dependencies.

5. Unknown representatives or rightful claimants, proprietor of lot No. 6-175, subdivision of parts of lot No. 6, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$56.99.

6. Unknown representatives or rightuf claimants, proprietor of lot No. 6-120, subdivision of parts of lot six, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$14.33.

7. Unknown representatives or rightful claimants, proprietor of lot No. 6-125, subdivision of parts of lot six, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$15.52.

8. Néron, Louis, proprietor of lot No. 12, south $\frac{1}{2}$ 133, subdivision of parts of lot twelve, range ten, Dolbeau Township. Taxes and interest: \$11.52. Description A lot of land measuring forty feet in front by eighty in depth and bounded on the north by the other part of No. 133, on the south by number 132, on the east, by Simard Street, and on the west by the division line between twelve and six of the said range ten of the above mentioned Township, with appurtenances and dependencies.

Given at Mistassini, this 24th day of the month of August, 1952.

True Copy.
33117-35-2

GÉRARD SAVARD,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BONAVENTURE

BONAVENTURE

Canada, Province de Québec
 District de Bonaventure, New Carlisle
 Cour Supérieure. N° 5496. { **WILLIAM DELAROS-BIL**, cultivateur, de Paspébiac, comté et district de Bonaventure, Province de Québec, demandeur; vs **OVIDE DERAICHE**, pêcheur, de Paspébiac, comté et district de Bonaventure, Province de Québec, défendeur.

Canada, Province of Quebec
 District of Bonaventure, New Carlisle
 Superior Court. No. 5496. { **WILLIAM DELAROS-BIL**, farmer of Paspébiac, county and district of Bonaventure, Province of Quebec, plaintiff; vs **OVIDE DERAICHE**, fisherman, of Paspébiac, county and district of Bonaventure, Province of Quebec, defendant.

AVIS

NOTICE

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Paspébiac, le 6 septembre 1951, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de Paspébiac, le DIX-SEPT SEPTEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Notice is hereby given that the sale of immovables seized in the present case, which was to have taken place at the parochial church door of Paspébiac, on the 6th of September 1951, will take place at the parochial church door of Paspébiac, county and district of Bonaventure, on the SEVENTEENTH of SEPTEMBER 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.
 New Carlisle, 19 août 1952. 33110-o

Sheriff's Office,
 New Carlisle, August 19th, 1952. 33110-o

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
 District de Chicoutimi

Fieri Facias de Terris
 District of Chicoutimi

Cour de Magistrat, Siégeant à Jonquière, { **LES CUIRS SAGUE-NAY LTÉE**, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à Notre-Dame d'Hébertville, district de Roberval, demanderesse; vs **LOUIS DUMONT**, résidant autrefois à 512 rue St-Dominique en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, et maintenant à St-Léonard, district de Chicoutimi, défendeur.

Magistrate's Court, Sitting at Jonquière, { **LES CUIRS SAGUE-NAY LTÉE**, a body politic and corporate having its principal place of business at Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval, plaintiff; vs **LOUIS DUMONT**, heretofore residing at 512 St-Dominique street in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, and now at St-Léonard, district of Chicoutimi, defendant.

Contre le défendeur:
 Un terrain sis et situé en la paroisse St-Jean Vianney, mieux connu et désigné au bureau d'enregistrement de Chicoutimi, comme faisant partie du lot numéro vingt-huit B (Ptic 28-b), dans le rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Simard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, borné ledit terrain en front au sud, à la route, et de tous les autres côtés par le terrain de Cyprien Savard, mesurant 69 pieds de largeur de l'est à l'ouest, par 100 pieds de profondeur, du nord au sud; le tout tel qu'il se trouve actuellement; la borne Est étant à 72 pieds de la borne du terrain de M. Midas Robitaille.

Against the defendant:
 A lot of land lying and situate in the parish of St-Vianney, better known and designated at the Registry Office of Chicoutimi, as forming part of lot number twenty-eight-B (Pt. 28-B) in range A, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Simard, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; the said lot of land being bounded in front to the south, by the highway, and on all the other sides by the land of Cyprien Savard, measuring 69 feet in width from east to west, by 100 feet in depth from north to south; the whole as it presently subsists; the east boundary being at 72 feet from the west boundary of Mr. Midas Robitaille.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Vianney de Shipshaw, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1952, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

To be sold at the parish church door of St-Jean Vianney de Shipshaw, on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Le Shérif,
 Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
 Chicoutimi, le 4 août 1952. 33023-32-2-o

Sheriff's Office,
 Chicoutimi, August 4, 1952. 33023-32-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec

District de Kamouraska

N° 16847. } JOS. BEAULIEU, de Trois-Pistoles, commerçant, demandeur vs JOSEPH JACQUES et PAUL-ÉMILE JACQUES, de Biencourt, défendeurs.

"Le lot numéro 16 du rang VIII canton Biencourt borné au nord par le chemin de front, à l'est par Maurice Brown, sur le lot numéro 15, au sud par le rang 1 canton Asselin, à l'ouest par Alfred Bouchard sur le lot 17, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Biencourt, LUNDI, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, le 1er août, 1952.
[Première insertion, samedi le 9 août 1952]
33022-32-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec

District of Kamouraska

No. 16847. } JOS. BEAULIEU, of Trois Pistoles, merchant, plaintiff, vs JOSEPH JACQUES and PAUL-ÉMILE JACQUES, of Biencourt, defendants.

"Lot number 16 of range VIII, township of Biencourt, bounded on the North by the front road, on the East, by Maurice Brown, on lot number 15, on the South by range 1 township Asselin, on the West, by Alfred Bouchard, on lot 17, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Biencourt, MONDAY, the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 1st, 1952.
[First insertion, Saturday, August 9, 1952]
33022-32-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 35

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Jourdain vs Giguère. 2055

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2039

RÉCEPTION DES ANNONCES 2039

AVIS DIVERS:

Aero Caterers (Quebec) Limited (Directeurs) 2057

Bell River Lumber Ltd. (Directeurs) 2057

Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited (Dist. de l'actif). 2057

Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd. (Directeurs). 2058

Duguay Frères Ltée — (Duguay Bros. Ltd.) (Directeurs) 2056

La Fédération de l'U.C.C. de Gaspé (Formation). 2056

La Ligue des Citoyens du Christ-Roi (Amendement) 2056

L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de L'Islet (Nom changé) 2056

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Godard Le Jeune (Formation) 2056

L'Union des Travailleurs en Construction de Richmond — The Building Trades Workers' Union of Richmond (Formation). 2056

Montreal West Operatic Society Inc. (Directeurs). 2056

Syndicat Coopératif de Téléphone de St-Jean Baptiste de l'Anse St-Jean (Fondation). 2057

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Lemery Distributors (Quebec) Ltd. 2058

CURATELLE PUBLIQUE:

Vachon, Succ. Louis. 2058

Index of the Quebec Official Gazette, No. 35

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Jourdain vs Giguère. 2055

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2039

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES 2039

MISCELLANEOUS NOTICES:

Aero Caterers (Quebec) Limited (Directors) 2057

Bell River Lumber Ltd. (Directors) 2057

Benjamin Moore & Co. of Montreal Limited (Dist of assets) 2057

Charles Goodfellow Lumber Sales Ltd. (Directors). 2058

Duguay Frères Ltée — (Duguay Bros. Ltd.) (Directors) 2056

La Fédération de l'U.C.C. de Gaspé (Formation). 2056

La Ligue des Citoyens du Christ-Roi (Amendment) 2056

L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de L'Islet (Name changed) 2056

Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Godard Le Jeune (Formation) 2056

L'Union des Travailleurs en Construction de Richmond — The Building Trades Workers' Union of Richmond (Formation). 2056

Montreal West Operatic Society Inc. (Directors). 2056

Syndicat Coopératif de Téléphone de St-Jean Baptiste de l'Anse St-Jean (Foundation). 2057

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Lemery Distributors (Quebec) Ltd. 2058

PUBLIC CURATORSHIP:

Vachon, Estate of. 2058

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Starnes, Dame Marie Henriette Eugénie
et al. 2067

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Dominique-du-Lac, munic. de. 2067

MINES:

Révocation de concessions minières 2067

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Commerce de détail, Québec, etc. (Modi-
fication) 2068

LETTRES PATENTES:

Adanac Cork Co. Ltd. 2040
Agence de Publicité Incorporée 2041
Aluminum Industries, Ltd. 2041
Automobile Fleet Rental Ltd. 2041
Canadian Bergom Co. Limited 2042
Carillon Electric, Inc. 2042
Club Auto Course Saguenay Inc. 2042
Club Nautique du Petit Lac Magog. 2043
Fontaine & Lévesque Inc. 2143
Garage Vézina & Frère Ltée 2043
Goudreau Transport Inc. 2144
Grocceria Houde Inc. 2144
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus. 2044
Industrial Sheet Metal Works Inc. 2044
Joliette Motor Works Limited. 2045
Kasons Realities Inc. 2045
Labrador Acceptance Corporation 2045
Le Centre Social, St-Ludger. 2046
Les Clubs de Franes, Incorporée. 2046
Les Loisirs de la Paroisse de l'Immacu-
lée Conception de Montréal. 2046
Les Pâtes Mécaniques du Saguenay,
Ltée — Saguenay Wood Pulp, Ltd. 2047
L'Externat Classique Saint-Viateur 2047
Ligue du Bien-Etre Visuel 2048
Louis Héroux & Fils Limitée. 2048
Louis Sicotte Incorporée. 2048
L. P. Cloutier Inc. 2049
Lycée Pierre Corneille Inc. 2049
Madison Machinery Inc. 2049
Meridian Interests Ltd. 2050
Michael Sportswear Inc. 2050
Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd. 2050
N.B.L. Holdings Ltd. 2050
Normandie Stores Limited 2051
Pont-Viau Foundry Limited — Fonde-
rie Pont-Viau Limitée 2051
Psi Upsilon Alumni Association of
Montreal, Inc. 2051
Radio Beauce Incorporée 2152
Saguenay Propane Gaz Company Limi-
ted — La Compagnie de Gaz Pro-
pane du Saguenay Limitée 2052
Sico Appliances Limited 2053
The Arrow-Quebec Company Limited 2053
Trio Construction and Realities Limited 2053
Vallée Machine Works Co. Ltd. 2053
Wakefield Enterprises Ltd. 2054
Wonder Foils Ltd. 2054

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Graton et Bélanger Inc 2054

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Starnes, Dame Marie Henriette Eugénie
et al. 2067

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Dominique-du-Lac, munic. of. 2067

MINES:

Cancellation of Mining Concessions 2067

LABOUR:

Industry or Trades of:

Retail trade, Québec, etc. (Amend-
ment) 2068

LETTERS PATENT:

Adanac Cork Co. Ltd. 2040
Agence de Publicité Incorporée 2041
Aluminum Industries, Ltd. 2041
Automobile Fleet Rental Ltd. 2041
Canadian Bergom Co. Limited 2042
Carillon Electric, Inc. 2042
Club Auto Course Saguenay Inc. 2042
Club Nautique du Petit Lac Magog. 2043
Fontaine & Lévesque Inc. 2143
Garage Vézina & Frère Ltée 2043
Goudreau Transport Inc. 2144
Grocceria Houde Inc. 2144
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus. 2044
Industrial Sheet Metal Works Inc. 2044
Joliette Motor Works Limited. 2045
Kasons Realities Inc. 2045
Labrador Acceptance Corporation 2045
Le Centre Social, St-Ludger. 2046
Les Clubs de Franes, Incorporée. 2046
Les Loisirs de la Paroisse de l'Immacu-
lée Conception de Montréal. 2046
Les Pâtes Mécaniques du Saguenay,
Ltée — Saguenay Wood Pulp, Ltd. 2047
L'Externat Classique Saint-Viateur 2047
Ligue du Bien-Etre Visuel 2048
Louis Héroux & Fils Limitée. 2048
Louis Sicotte Incorporée. 2048
L. P. Cloutier Inc. 2049
Lycée Pierre Corneille Inc. 2049
Madison Machinery Inc. 2049
Meridian Interests Ltd. 2050
Michael Sportswear Inc. 2050
Mount Royal Umbrellas Mfg. Ltd. 2050
N.B.L. Holdings Ltd. 2050
Normandie Stores Limited 2051
Pont-Viau Foundry Limited — Fonde-
rie Pont-Viau Limitée 2051
Psi Upsilon Alumni Association of
Montreal, Inc. 2051
Radio Beauce Incorporée 2152
Saguenay Propane Gaz Company Limi-
ted — La Compagnie de Gaz Pro-
pane du Saguenay Limitée 2052
Sico Appliances Limited 2053
The Arrow-Quebec Company Limited 2053
Trio Construction and Realities Limited 2053
Vallée Machine Works Co. Ltd. 2053
Wakefield Enterprises Ltd. 2054
Wonder Foils Ltd. 2054

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Graton et Bélanger Inc. 2054

| | | | |
|--|------|--|------|
| MINISTÈRE DES FINANCES: | | DEPARTMENT OF FINANCE: | |
| État financier de la Province. | 2059 | Financial Statement of the Province . . . | 2059 |
| MINISTÈRE DES FINANCES: | | DEPARTMENT OF FINANCE: | |
| Assurances: | | Insurance: | |
| Employers Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin | 2068 | Employers Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin | 2068 |
| The Century Indemnity Company | 2068 | The Century Indemnity Company | 2068 |
| NOMINATION: | | APPOINTMENT: | |
| Marchand, Major Sarto Victorin. | 2069 | Marchand, Major Sarto Victorin. | 2069 |
| SIÈGES SOCIAUX: | | HEAD OFFICES: | |
| Robinson Products Inc. | 2069 | Robinson Products Inc. | 2069 |
| Wonder Foils Ltd. | 2069 | Wonder Foils Ltd. | 2069 |
| SOUMISSIONS: | | TENDERS: | |
| Laval-des-Rapides, ville de. | 2071 | Laval-des-Rapides, town of | 2071 |
| Plessisville, village de | 2070 | Plessisville, village of. | 2070 |
| Ste-Marguerite, commission scolaire de (Correction). | 2070 | Ste-Marguerite, School Commission of (Correction). | 2070 |
| VENTE, LOI DE FAILLITE: | | SALE, BANKRUPTCY ACT: | |
| Lagacé, Charles. | 2072 | Lagacé, Charles. | 2072 |
| VENTE PAR LICITATION: | | SALE BY LICITATION: | |
| Duclos vs Duclos <i>et al.</i> | 2072 | Duclos vs Duclos <i>et al.</i> | 2072 |
| VENTE POUR TAXES: | | SALE FOR TAXES: | |
| Mistassini, ville de. | 2073 | Mistassini, town of. | 2073 |
| VENTES PAR SHÉRIFS: | | SHERIFFS' SALES: | |
| BONAVENTURE: | | BONAVENTURE: | |
| Delarosbil vs Deraiche. | 2075 | Delarosbil vs Deraiche. | 2075 |
| CHICOUTIMI: | | CHICOUTIMI: | |
| Les Cuirs Saguenay Ltée vs Dumont. | 2075 | Les Cuirs Saguenay Ltée vs Dumont. | 2075 |
| KAMOURASKA: | | KAMOURASKA: | |
| Beaulieu vs Jacques <i>et al.</i> | 2076 | Beaulieu vs Jacques <i>et al.</i> | 2076 |
| 33103-o | | 33103-o | |